

Comme la majorité des Français, l'anthropologue Alain Bertho a été secoué par les attentats de 2015 en France. Pour dépasser cette sidération, il a voulu resituer ces événements dramatiques dans un contexte plus général. Dans son ouvrage « Les enfants du chaos », il fait le lien avec le non-dit sur les émeutes de 2005 et le désespoir qui frappe une partie de la jeunesse.

**Alain
Bertho**

« Daech occupe une place laissée vide par l'espérance sociale »

Cet ouvrage est-il lié aux attentats de janvier et novembre derniers ?

J'ai commencé à travailler il y a dix ans sur la question des émeutes à l'échelle mondiale, et je voyais bien que les choses étaient en train de mal tourner. On est passé de mobilisations, sans doute violentes mais néanmoins porteuses de revendications et de rassemblement, à des drames où les gens s'entre-tuent. Et cela augmente régulièrement un peu partout dans le monde. Après les attentats de janvier 2015, comme tout le monde, j'ai d'abord été sidéré et incapable d'écrire, car il me fallait prendre un peu de recul. Puis, dans un entretien pour la revue *Regards*, j'ai évoqué l'idée d'une islamisation de la révolte radicale, et non d'une radicalisation de l'islam. C'est en partant de cette idée qu'est né cet ouvrage inscrit dans la continuité de mes travaux de recherche. L'objectif était d'essayer de comprendre ce qui se passe – même s'il faut rester modeste car il y a encore beaucoup de choses qui demeurent opaques.

Nous avons affaire, dites-vous, à une islamisation de la colère et du désespoir. C'est-à-dire ?

La radicalité est indispensable. C'est un regard critique et créateur, porteur d'espérance, voire d'utopie sur de nombreuses questions telles que la politique, la

science, la culture... Au XX^e siècle, cette forme de remise en cause a été majoritairement portée par le communisme, mais cette période est désormais révolue, même si l'on n'a pas totalement soldé les comptes. Bien sûr, le communisme a entraîné de nombreuses dérives, mais il était porteur d'une certaine espérance qui a permis à beaucoup de gens de supporter la situation dans laquelle ils vivaient. Aujourd'hui, les peuples font face à des Etats qui rendent davantage de comptes aux marchés financiers qu'aux citoyens. L'Etat et l'économie ont congédié la question sociale, et cela se traduit par des souffrances et des accès de rage, car il n'y a pas d'espérance. C'est dans ce contexte qu'a émergé une nouvelle offre politique de type djihadiste, avec des organisations telles que Daech. Car c'est bien une offre politique, fondée sur une lecture du monde, que propose Daech en occupant une place laissée vide par l'espérance sociale. Il y a toujours eu des courants extrêmes dans toutes les religions. Pourquoi celui-ci a-t-il un tel succès aujourd'hui ? Les raisons sont à chercher ailleurs que dans la religion elle-même.

Pour certains jeunes, ne s'agit-il pas aussi de revendiquer l'image qui leur est renvoyée ?

La France est le quatrième fournisseur de combattants pour Daech, après l'Arabie Saoudite, la Tunisie et le Maroc, à égalité avec la Russie. Il existe, on le voit, un rapport particulier de la France avec le chaos du Moyen-Orient. Toute une partie de la jeunesse française est constituée de petits-enfants ou d'arrière-petits-enfants de personnes venues des ex-colonies françaises pour travailler en métropole et que l'on a traitées comme des chiens lorsque l'industrie a commencé à battre de l'aile. Quelque chose s'est constitué sur trois, voire quatre générations autour de stigmates accumulés dans une population que l'on n'a jamais considérée comme complètement française. Aujourd'hui, une partie de cette population revendique une fierté et une identité à travers l'islam, mais pas forcément le *djihad*. A cela s'ajoutent les désillusions et la perte d'avenir qui touchent tous les jeunes, et pas seulement ceux qui sont nés dans des familles de culture musulmane.

Selon vous, nous n'avons pas tiré les enseignements des émeutes de 2005.

Quels sont-ils ?

On a pu observer une réislamisation de populations des banlieues après les émeutes de 2005, liée à la façon dont on a géré ces événements. La quasi-totalité de la classe politique de l'époque a estimé qu'il était scandaleux de brûler des voitures bien avant de s'indigner de la mort de deux enfants. Cette priorité accordée aux voitures incendiées a eu un effet symbolique dramatique sur la jeunesse des quartiers, que l'on a laissée seule, contrairement aux étudiants qui se sont mobilisés quelques semaines après contre le CPE. Personne n'a vraiment cherché à savoir ce qui se passait et, une fois les émeutes terminées, on est passé à autre chose. Les jeunes émeutiers avaient à